

MERMO

Janvier 1999

Pierre Rastoin

8

Mai 1986 - Juin 1995

Bilan de la municipalité
R.P. VIGOUROUX

Une Municipalité
«apolitique»

Une municipalité "apolitique" Bilan de la municipalité VIGOUROUX Mai 1986 - Juin 1995

Mai 1986, mort de Gaston Defferre, Robert Vigouroux, que personne n'attendait, est élu Maire. Peu préparé, il se met au travail, étudie les dossiers "comme une question d'internat" et lentement, sérieusement, avec le sens de la discrétion qui le caractérise (pour ne pas dire l'incapacité personnelle à communiquer...), lance une série de projets. Avril 1989, il est élu triomphalement Maire, et quelques mois plus tard, présente solennellement ses **50 dossiers**. Son goût du secret, toujours, le retient d'indiquer, à la population, comme à ses élus d'ailleurs, le fil conducteur de cette énumération et l'apparente incohérence de son plan lui sera régulièrement reprochée, au point que son successeur se félicitera, lui, de présenter un "Schéma de Cohérence", même si la plupart de ses projets sont repris de l'époque Vigouroux, et si l'échéance est reportée à 2015...

La fin, en "queue de poisson" de la municipalité empêchera l'équipe de présenter un bilan. Trois ans et demi après, il est intéressant, de faire ce bilan, de retrouver le fil directeur, la "cohérence" de ces **dossiers** devenus réalités, équipements tellement utilisés par les Marseillais qu'ils en oublient l'origine, équipements pourtant réalisés par cette municipalité et demi de neuf ans, qui a transformé Marseille plus, peut-être, qu'aucune autre depuis le début du siècle.

Municipalité "apolitique" ? en fait pas du tout : Robert Vigouroux, très proche de Gaston Defferre (il fut son député suppléant), a été membre du PS jusqu'à son exclusion de Janvier 1989 et, jusqu'aux dernières péripéties des présidentielles 95, il s'est toujours déclaré socialiste de cœur. Quant à son équipe, **Majorité Marseille**, si elle comprenait quelques représentants de la droite ou du centre, elle était très majoritairement de gauche, dans toutes ses composantes, de l'extrême au centre-gauche, y-compris "verte", préfigurant ce qu'il a été convenu, ultérieurement d'appeler la "gauche plurielle". Mais, jamais une logique partisane n'influa sur ses décisions, ce fut pour cela qu'on l'a crue apolitique, ce fut sûrement un des secrets de son efficacité.

Deux **objectifs principaux** sous-tendaient explicitement l'ensemble de ces projets :

• *Remodeler la ville en sorte que chacun puisse y vivre satisfait, sans heurt entre Nord et Sud, et que d'autres aient envie d'y venir, afin de rééquilibrer notre baisse démographique.*

• *Assurer la mutation de Marseille pour que de capitale régionale, elle prenne rang de grande métropole euro-méditerranéenne, en expansion économique.*

Non seulement les choix politiques ont été ordonnés à ces objectifs, mais l'ensemble des grands investissements aussi, nous le montrerons

• **Les choix politiques :**

Sans qu'ils aient été plus clairement explicités que ci-dessus (la question ne se posait pas et ne méritait donc pas de réponses), on peut aujourd'hui les regrouper en quelques points essentiels, certains relevant d'une vision stratégique sûrement un peu visionnaire, d'autres de la bonne gestion :

- 1- Mieux gérer la cité,
- 2- Marseille et son image,
- 3- Développer l'Economie de Marseille pour améliorer l'emploi,
- 4- Retrouver l'unité de la ville,
- 5- Rendre à Marseille sa place en France et dans le monde,

Chacun de ces points sera passé en revue, avec les décisions prises, les investissements lancés et réalisés, leurs conséquences. L'existence même de ces équipements, leur forte utilisation par les Marseillais, expliquent qu'ils ne soient pas décrits, dans ce Mémo, avec un grand luxe de détails. Enfin, il sera intéressant de considérer quelques projets commencés, non terminés à l'échéance et le sort qui leur a été réservé par la Municipalité suivante.

• Une meilleure gestion :

De notoriété publique, la pression fiscale, frappant les particuliers, était trop importante, pénalisait les classes moyennes (qui quittaient alors la ville) et finalement bloquait toute souplesse. Par contre le taux de la taxe Professionnelle était l'un des plus bas du Département (cela facilitera beaucoup la création ultérieure de la Communauté de Communes et l'instauration d'une Taxe Professionnelle unique TPU), mais incidemment prouvé qu'une faible taxation ne suffit pas à la venue d'entreprises et donc à la création d'emplois.

Pour le principe, dès son élection, R. Vigouroux décide qu'il n'y aura pas, durant ce mandat, de hausse de la pression fiscale supérieure à l'inflation, ce qui fut fait, rare exemple d'engagement tenu, malgré la difficulté.

Par ailleurs trop de dépenses n'avaient cessé de croître, malgré la baisse de la population. Il fallait d'abord serrer la plus grosse ligne : restreindre le personnel municipal, Marseille avait perdu 100.000 habitants, tout en voyant augmenter le nombre de ses agents municipaux. Est mise en place une véritable politique de non remplacement des départs (ce ne fut pas très politique...), près de 800 postes seront ainsi supprimés.

Ensuite, tout en conservant le même niveau de services à la population, trouver toutes les économies possibles, rarement bien perçues (comme la suppression partielle de la carte de transports gratuite aux personnes âgées.), renégocier la dette (Marseille est la première ville française à négocier une ouverture de crédit bancaire et viser, avec succès, la trésorerie zéro), diminuer l'endettement de la ville en cherchant d'autres sources de financement, Europe, autres collectivités, concession de service public (comme les cantines scolaires). C'est ainsi que **l'endettement ville** est passé d'environ 10.400 MF au 31/12/89 à 9.700 MF au 31/12/95. Ce n'est peut-être pas considérable, c'est même insuffisant, mais cela traduit la volonté de se désendetter, et donc de diminuer l'annuité (pour mémoire, la dette ville est repassée à près de 10.500 MF au 31/12/97).

Par ailleurs, augmenter les recettes :

Ce fût le moment de renégocier les dotations de l'Etat, notamment d'obtenir le maximum de la nouvelle dotation sociale urbaine, ce ne fut pas facile, compte-tenu de la structure de Marseille.

Un travail important a porté sur la **réforme fiscale** des impôts des particuliers. Une vieille dérive de croissance des abattements à la base des valeurs locatives, assez démagogique, avait eu pour résultat d'exonérer de

taxes locales plus de la moitié des ménages marseillais, sans aucune compensation de l'Etat, et de porter le taux de la Taxe d'Habitation (TH) à un record de France. Des simulations intelligentes ont montré qu'une diminution sur 5 ans du montant des abattements, jusqu'au taux légal, permettrait de transférer à la charge de l'Etat les dégrèvements des familles les plus pauvres, décidés par la Loi et donc d'augmenter sensiblement les recettes ville, tout en diminuant très fortement les taux. C'est ainsi que de 1988 à 1995, le taux de la TH est passé de **35,98%** à **19,95%**, sans modification de la pression fiscale globale supérieure à l'inflation, comme promis, et avec une meilleure recette pour la Ville.

Cette marge de manoeuvre retrouvée sera mise à profit par les autres collectivités bénéficiant des mêmes bases (Région et Département) et par la municipalité suivante (pour mémoire, le taux de la TH est passé à **21,93%** en 1998, c'est à dire une hausse de 10% en 3 ans).

• Une vision stratégique, des investissements structurants :

1 - Changer l'image de Marseille :

Depuis des décennies, les Marseillais souffrent de l'image que leur renvoient les autres Français, relayés par presque tous les grands médias. Non seulement c'est très désagréable, mais cela devenait vraiment pénalisant pour l'économie marseillaise. La municipalité comprend qu'il faut valoriser la Ville, à partir de quelques points forts, son site, la culture, le sport.

Tout d'abord, une Association est créée, présidée par une personnalité incontestable, pour valoriser l'image de Marseille, prête à plaider si nécessaire.

Puis, sous l'influence initiale déterminante d'Edmonde Charles-Roux, une véritable **politique culturelle** est lancée, avec l'objectif de faire "d'un désert culturel" une capitale de la culture. Le budget de la culture est fortement augmenté. Des personnalités, aussi connues que talentueuses, sont attirées : Marcel Maréchal, Roland Petit ou Jacques Karpo, suivi d'Elie Bankhalter et surtout le recrutement de deux hommes remarquables pour animer l'ensemble de la politique culturelle, Dominique Wallon, à la direction de la culture suivi, pour un temps trop bref, par Jean-Claude Domenach et à la direction des Musées, Germain Viatte aidé de Françoise Viatte. Les expositions, les réalisations de prestige, se succèdent attirant de façon croissante l'attention des médias et surtout donnant aux Marseillais le

goût de la culture. Le succès de Marseille est d'avoir plus d'abonnés à la Criée que l'OSCE et la multiplication des théâtres, plus d'une dizaine subventionnés par la ville, sans compter les salles

Les investissements suivent.

Le **Musée Cantini**, modernisé et largement agrandi par d'immeubles voisins, accueille de prestigieuses expositions. Le **Château Pastré**, remis à neuf, est installé le superbe **Musée de la gloire** des productions traditionnelles de Marseille. On découvre l'œuvre du **Musée d'Art Contemporain (MAC)**, installé dans l'ancien hôtel de la Ville par le Dr Rau, il abrite les collections contemporaines des musées, parmi les plus riches de France ; la **Vieille Charité** abrite des collections d'art africain et océanien. Par ailleurs, pour permettre aux jeunes artistes de bénéficier pleinement de cet environnement, des **ateliers d'artistes** sont mis à la disposition de jeunes talents (à l'Écluse au Panier, place de Lorette). Une **Maison de la Poésie** est ouverte au Panier. Dans le parc Gabès, est construite, due au talent du grand architecte Simounet, l'**Ecole Nationale de Danse**, dirigée par Roland Petit.

On ne saurait oublier deux autres réalisations totalement originales : à la **Belle de Mai** dans les friches laissées par l'usine des Tabacs, naît spontanément une efflorescence d'ateliers, de théâtres, de radios..., et sur la Canebière, sous la conduite de Maryline Vigouroux, se développe l'**Institut de la Mode**, tout à la fois lieu de rencontres et d'expositions, musée, restaurant, centre de formation, dédié à l'une des industries en plein développement à Marseille (ce secteur économique représente quelques 30.000 emplois).

Les spectacles ne sont pas oubliés, on construit à Saint-Just, le **Dôme**, la salle de spectacles de 6.000 places que les Marseillais attendaient. Dans les jardins du **Pharo**, un auditorium à l'excellente acoustique, permet d'accueillir également colloques et congrès.

Pour favoriser les loisirs, les **plages Gaston Defferre** sont poursuivies jusqu'à Bonneveine et un grand centre de loisirs et de restaurants est installé à l'**Escale Borély**.

Enfin à Marseille, on ne saurait oublier le foot ! Après de longues négociations qui voient choisir Marseille pour accueillir une des demi-finales de la Coupe du Monde, est mis en chantier l'agrandissement à 60.000 places du **Stade**, qui sera inauguré par la municipalité suivante...

Le résultat de tout cela ne se fait pas attendre. De pleines pages, dans les plus grands journaux nationaux, rendent compte des expositions ou des

créations théâtrales. Des cinéastes font des films sur Marseille, pleins d'amour et d'humour, où, merveille, on ne parle plus de drogue et de voyous. Dix ans après, l'image de la ville a changé du tout au tout, plus d'articles au vitriol dans la presse nationale, on en vient même à parler de l'exception marseillaise !

Et bien sûr, aucun scandale n'est venu entacher la réputation de l'équipe municipale, ce qui n'est pas rien, dans le contexte médiatico-judiciaire qui a sévi durant toutes ces années et avec l'image encore ambiguë que traînait Marseille...

2 - L'Économie :

Le processus de restauration de l'image en cours, il fallait, d'urgence, enrayer le déclin économique de la ville, avec son cortège dramatique de chômeurs.

Le catastrophique Plan d'occupation des sols (POS) de 1976/77, étudié par l'équipe à laquelle appartenait encore J.C. Gaudin, à force de geler les terrains disponibles, avait organisé la fuite des entreprises du territoire métropolitain. Première décision politique, **réviser le POS** et dégager 1.000 ha de terrains pour accueillir des entreprises, créer des ZAC pour activités économiques ou des villages d'entreprise, comme celui de **Mourepiane**, pousser en union avec la Chambre de Commerce, les technopoles de **Château-Gombert** ou de **Luminy**. Ensuite, organiser les liaisons, notamment pour permettre à la circulation de transit d'éviter le Centre, enfin rendre à Marseille sa vocation d'accueil de tourisme d'affaires ou de congrès.

Les investissements suivent les décisions politiques :

Le **tunnel Prado-Carrénage**, longtemps attendu, reliant les autoroutes Nord et Est, totalement financé par un concessionnaire privé (pour 1.200 MF), est mis en service en Octobre 93, bientôt suivi par le **tunnel de la Joliette**, la liaison entre les deux autoroutes, sous Marseille, ne prend guère plus de 5 minutes, même aux heures de pointe !

La **deuxième rocade**, dite L2, passée sous maîtrise d'ouvrage d'Etat, est enfin mise en train, d'abord du Merlan à la Rose, puis de la Rose à l'autoroute Est. Les négociations sont extrêmement dures, notamment pour obtenir le maximum de couverture, ce qui retarde l'ouverture finale à 2002 ou 2003, mais ne la remet pas en question.

Est décidé et réalisé le prolongement de la deuxième ligne de **métro**, **Castellane-Timone**.

On ne peut oublier, enfin, les longues et lourdes négociations avec la SNCF pour obtenir le prolongement du TGV, jusqu'à Marseille-St-Charles, avec la modernisation complète de la vieille gare marseillaise et les aménagements prévus tout autour.

Le **Technopole de Château-Gombert**, décidé depuis plusieurs années, végétait. La relance, avec la Chambre de Commerce, du Syndicat Mixte d'Équipement, l'acquisition de terrains, la réalisation des infrastructures, l'installation de nouveaux laboratoires, la création d'une pépinière d'entreprises, la dynamisation de la commercialisation, lancent définitivement le technopole. Par ailleurs, à l'autre extrémité de la ville, est créé la **Biopole de Luminy**, village d'entreprises, hautement spécialisées, à proximité immédiate de laboratoires universitaires, très réputés.

Les entreprises traditionnelles ne sont pas oubliées et le **village d'entreprises de Mourepiane** est vite rempli mais, à proximité immédiate, la ZAC de **Saumaty-Séon**, avec 33 ha de terrains urbanisés et très bien desservis, aura plus de mal à démarrer. Il faudra attendre la création d'une zone franche, en 1997, et la nouvelle municipalité sera bien aise, alors, de l'avoir sous la main pour fournir facilement des terrains viabilisés aux entreprises qui veulent s'y installer.

Il faut, enfin, signaler la réalisation du Centre Commercial géant, **Grand Littoral**, à Saint-André, en bordure du GPU. Très critiqué à l'origine, porteur de sombres pronostics dus à sa localisation, sa réussite certaine témoigne de la bonne vision des promoteurs et du Maire qui y a toujours cru.

Marseille, ville de tourisme ? Elle ne l'avait jamais été, souffrant de la concurrence de la Côte d'Azur, trop proche. Mais l'amélioration de son image, les si belles plages du Prado et de Corbières, les immenses ports de plaisance, permettent d'envisager une évolution. La municipalité pense que cela doit commencer par l'accueil des navires de croisière et par le tourisme de congrès. C'est pourquoi elle décide d'aider le **Port Autonome** à investir pour améliorer la gare maritime et les conditions d'évolution de navires de plus en plus grands.

Le vieux palais des congrès du Parc Chanot, géré par la Foire, est hors d'âge et trop petit. Avec l'aide de la Ville, la Foire construit un nouveau **Palais des Congrès** ultramoderne et la Ville réalise, dans l'espace du parc du Pharo, le **Centre de Rencontres Euroméditerranéen**. Outre le Centre de Rencontres, bureaux et salles de séminaire, magnifiquement installés dans le Palais, un **auditorium-salle de conférences**, de 800 places, plus des annexes. se développent en sous-sol. sous les jardins du Parc.

3 - L'unité de la ville :

D'une façon symbolique, de même qu'il refuse de parler de "gauche" ou de "droite" au Conseil Municipal, R. Vigouroux exclut le terme, pourtant devenu classique, de "Quartiers Nord". Pour lui, comme pour beaucoup, mais il le traduit dans les faits, Marseille est une ville "une". Et de fait, à chaque équipement important qui s'est fait au Sud, correspond, alors, un équipement équivalent au Nord :

Les plages du Prado accueillent déjà des Marseillais de tous les quartiers, mais il faut profiter du littoral qui s'est dégagé près de l'Estaque, pour créer, de toutes pièces, sur le magnifique **site de Corbières**, une base nautique, une plage artificielle, un parc de 2 ha, en attendant un port à La Lave. Le Sud possède le Palais des Sports, on dote le Nord d'un très grand **complexe sportif à la Martine**, à proximité de l'Hôpital nord, avec piscine, stade, grande Salle omnisports avec des gradins de 1200 places et du **Dojo de Bougainville**, pour élargir la pratique des sports martiaux en milieu scolaire. Il faut, aussi, installer un musée, ce sera le **Musée de la Moto**, dans les anciens Moulins de la Palud, à Malpassé, rassemblant plus d'une centaine de belles motos anciennes, à coté d'ateliers permettant à des jeunes de s'initier à la mécanique, sous la conduite de moniteurs. Enfin, la culture doit aussi avoir sa place, et si les 13°/14° Ardts possèdent déjà le Théâtre du Merlan et l'Espace Culturel Busserine, il n'y a rien dans les 15°/16° ; la Ville achète l'ancien cinéma de St-Henri et le transforme en **Alhambra Cinémarseille**, véritable centre culturel, inauguré le 6/6/90, dont le rayonnement, autour de la musique, du cinéma, d'expositions à thèmes ou de colloques, dépasse largement le quartier.

L'habitat est déterminant pour éviter la ségrégation. La politique de rénovation des **grands-ensembles** est réactivée. Des immeubles trop insalubres ou interdisant l'intégration des HLM dans la cité sont démolis ; c'est ainsi que, pour la première fois, des tours implosent à Corot, Frais-Vallon, la Savine, la Solidarité ou que des "barres" sont détruites à Font-Vert, Plan d'Août ou la Busserine, chaque fois relayées par de très importantes opérations de réhabilitations, qui se multiplient dans toutes les cités du Nord et du Nord-Est (près de 5.000 logements HLM seront réhabilités avec une aide importante de la ville), parallèlement à des aménagements d'espaces publics (notamment les ronds-points) trop longtemps délaissés. Mais surtout, parce que le besoin de logements sociaux est toujours important et qu'il n'est pas question de reprendre la politique de grands-ensembles dans les Quartiers Nord, dont on peut

mesurer les dégâts, chaque année seront réalisés de **800 à 900 logements sociaux**, en petites unités de moins de 50 chaque fois, répartis dans toute la ville, politique radicalement stoppée par la municipalité suivante.

Un accent tout particulier est apporté au soutien scolaire, **l'Aide au travail scolaire personnalisé, ATSP**, encadre, avec l'aide d'étudiants, plus de 2.000 enfants, dans les quartiers difficiles.

Les 15^{ème} et 16^{ème} Arrdt présentent des dossiers d'une telle ampleur que la Municipalité obtient de l'Etat, en 1992, d'engager un **Grand Projet Urbain, le GPU**, concernant non seulement les cités HLM, mais l'ensemble des quartiers concernés.

Le **développement social urbain, DSU**, est réactivé, en liaison avec tout le mouvement associatif. Les ministres se succèdent, viennent parfois sur le terrain... La municipalité multiplie les actions dans quatre directions :

- la revitalisation de l'habitat insalubre, notamment privé,
- la prévention de la délinquance, surtout en direction des jeunes,
- l'insertion des plus marginalisés, si possible économiquement,
- le développement des actions culturelles et sportives.

La paix dans les cités, le maintien de l'unité de la ville, sont sûrement dus, pour une part déterminante, à cette action continue, patiente, de collaboration étroite, entre le pouvoir politique et les multiples associations qui quadrillent le terrain. Le danger, grave, pour les Pouvoirs Politiques serait de croire que Marseille est naturellement calme et qu'on peut relâcher une action qui ne semblerait plus se justifier. Nous rentrerions, alors, dans une période de profonde inquiétude, si ce n'est de tous les dangers.

Parallèlement, car l'unité d'une ville se fait bien évidemment autour de son centre, pour la n^{ème} fois, on relance, ou plutôt on poursuit, la réhabilitation du Centre. C'est le **Plan Canebière**, avec de nombreux aménagements **d'espaces publics** (places Gl-de-Gaulle, Noailles, Delacroix, la Plaine, les quais du Vieux-Port, avec la suppression des abominables verrues qui défiguraient les admirables façades du Quai de Rive-Neuve, les allées de Meilhan, la rue Longue des Capucins et, bien sûr l'ensemble de la Canebière), la piétonnisation de la **Rue St-Ferréol** et des rues Grignan et Montgrand, la création de **5 Parkings** (Gl-de-Gaulle, la Plaine, la Préfecture, Jules Verne, Castellane) aussitôt concédés, l'installation de plusieurs **équipements publics**, sur la Canebière, (l'Institut de la Mode, le Centre Municipal d'Information, la Maison des Associations, le Centre d'Information Jeunesse...) et surtout la préparation de la venue d'étudiants, en complément de la **Faculté de Sc. Eco. Puget**. et ses 1500 étudiants.

ouverte en Octobre 1988, l'**Institut Universitaire de Formation des Maîtres**, avec 1000 étudiants, ouvre en 95 et l'acquisition du Cinéma Pathé, en vue d'accueillir la future **Fac de Droit** est réalisée.

Le **Triangle Sainte-Barbe** sera terminé, autour de la Fac Puget et de la ravissante **halle Puget** restaurée. Bureaux, logements, hôtel, restaurants, participent à l'animation de cet accès majeur de Marseille.

Les diverses opérations de rénovation de l'habitat (PRI ou OPAH) reçoivent un nouvel élan, c'est ainsi qu'en 1995, 1.500 logements auront été réhabilités ou reconstruits au Panier et près de 1.000 à Belsunce.

On ne saurait terminer ce chapitre sur l'unité de Marseille, sans évoquer l'idée, peut-être la plus prophétique, de R.Vigouroux, **Marseille Espérance** : né à la suite de l'extraordinaire cérémonie oecuménique des obsèques de Gaston Defferre, c'est le regroupement mensuel, autour du Maire représentant le Peuple de Marseille, de tous les responsables religieux de Marseille, de l'Archevêque au Grand Rabbin, de l'Imam des Musulmans au Grand Vénérable Bouddhiste, des Evêques Orthodoxe et Arménien au Pasteur de l'Eglise Réformée, ..., tous réunis pour préserver, hors politique, la paix entre les diverses Communautés. On ne peut manquer d'y voir, au-delà du symbole éclatant, une des raisons de cette paix sociale qui fait l'étonnement des observateurs de Marseille, sociologues, politiques ou journalistes, tout en regrettant que le nouveau Maire n'ait pas compris son importance et sa valeur symbolique, bien au-delà du politique.

4- Rendre à Marseille sa place :

Il faut bien être réaliste : depuis l'indépendance des colonies, avec la globalisation de l'économie mondiale, Marseille a perdu la place qu'elle a occupé tout au long du 19^{ème} siècle et une bonne partie du 20^{ème}. La grande métropole n'a plus le poids démographique, encore moins économique, pour tenir sa place, aussi bien dans le Monde, qu'en Europe ou même en Méditerranée. C'est un des mérites et non des moindres de R. Vigouroux et de son équipe que de ne pas s'être résignés à ce long déclin. Une nouvelle et grande stratégie, en trois temps, se met en place.

Tout d'abord, réaffirmer la vocation de Marseille à être le point de rencontre entre l'Europe continentale et la Méditerranée ou l'Orient. C'est l'objet de **l'Opération d'intérêt National Euro-Méditerranée**. De longues négociations entre les diverses collectivités locales, la Chambre de Commerce, le Port Autonome et l'Etat, aboutissent à la nomination d'une Mission d'enquête, puis une Mission de Préfiguration et enfin à la

constitution, par l'Etat, d'un Etablissement Public. Ce sera le rôle de la municipalité suivante de le faire vivre.

Il fallait, ensuite, mettre en forme une agglomération, qui existait certes déjà dans les faits, pour acquérir une taille critique qui lui manquait, face aux autres grandes métropoles de la Méditerranée. Que de fois n'a-t-on pas entendu l'opposition critiquer G.Defferre pour n'avoir pas voulu créer une Communauté Urbaine en 1962 ! Dès 1991, R.Vigouroux, conscient de sa nécessité vitale pour Marseille, travaille avec les ministres qui ont le dossier en charge, P.Joxe et J.M.Baylet, pour aboutir au vote de la Loi du 6/2/92, dite ATR, donnant un nouvel élan aux Communautés. La ville de Marseille opte pour la Communauté de Communes et le 21/12/1992, par une décision stratégique de leur Conseil Municipal, Marseille, Marignane et St-Victoret, donnent naissance à **Marseille Provence Métropole, MPM**. Avant la fin du mandat municipal, 12 autres communes auront rejoint MPM, donnant vraiment forme à la première communauté régionale de France, en attendant que d'autres communes les rejoignent.

Il fallait, enfin, situer Marseille dans le concert des grandes villes mondiales et d'abord méditerranéennes. Le Maire, accompagné chaque fois de quelques élus et d'une délégation de chefs d'entreprise locaux, entreprend de nombreuses visites d'amitié et de prospection. Pour entretenir les relations, sont mises sur pied, une **Mission Internationale** et un lieu de rencontres, le **Centre de rencontres Euroméditerranéen du Pharo**, dont l'aménagement des salles modernisées sera financé par sponsorship. Des jumelages, des accords de partenariat, sont signés dans le monde entier, amenant si ce n'est, pour l'instant, des contrats d'affaires, au moins une amélioration sensible de l'image de Marseille.

De plus est ouvert l'**Institut international d'Ingénierie Urbaine** qui a pour mission de valoriser l'expérience marseillaise de la gestion de la cité, accueillant des responsables étrangers et y envoyant des spécialistes pour des missions d'audit ou de conseil.

• Les dossiers en suspens :

Il paraît intéressant de passer en revue les derniers dossiers, décidés, parfois financés ou même commencés et non terminés à la passation de pouvoirs. J'en choisirai cinq, un peu arbitrairement :

le musée César, l'Hippodrome du Parc Borély, la Gare du Prado, la Villa Hippocrate, les usines de traitement des ordures ménagères.

Le musée César :

R.Vigouroux négocie, avec son ami César, la donation à la Ville, devant notaire, de plus de 200 oeuvres, dont 80 majeures, contre la construction d'un musée spécialisé. Le choix se porte sur l'espace Bargemon, à coté de la Mairie. Le musée sera à moitié enterré pour mettre en valeur la perspective du Vieux-Port sur l'Hôtel-Dieu. Le maître d'œuvre choisi, Wilmotte, est bien connu, mais sa désignation, pas très légale, sera contestée. Les travaux commencent par...une campagne de fouilles, qu'on ne presse guère. La nouvelle municipalité tergiverse longtemps, modifie les projets, manque de tact (enlèvement d'une sculpture de César que R.Vigouroux avait placée dans l'escalier d'honneur de la Mairie), tant et si bien que César transforme sa donation en dation de 20 œuvres seulement, dont 10 majeures, qui seront déposées au M.A.C.

L'Hippodrome :

La concession à la Société Hippique, arrivant à échéance en 95, R.Vigouroux propose d'aménager l'espace en un vaste jardin public, interface entre la Plage et le Parc Borély (les véhicules passant en tunnel). Des constructions pourront être réalisées, au-delà de ce vaste espace de 28 ha, en bordure du Bd de Bonneveine (la nouvelle municipalité autorisera la constructibilité sur l'ex-camping mitoyen des Vagues). Les courses de chevaux pourront continuer sur l'hippodrome de Pont de Vivaux, nouvellement aménagé. Mais la nouvelle municipalité renouvelle la concession et laisse la Société Hippique bétonner, de façon assez hideuse, ce site exceptionnel dont les abords sont pourtant de plus en plus fréquentés par les Marseillais.

La villa Hippocrate :

Nom donné à la Cité de la Biotique, d'initiative privée, mais avec le soutien de l'Assistance Publique, le long du Bd Baille, sur les terrains de l'ancienne prison St-Pierre, avec conservation d'espaces verts. Cette ZAC, à proximité immédiate des Hôpitaux de la Conception et de la Timone est destinée à accueillir des activités de recherche et des industries de pointe pharmaceutiques ou informatiques.

La lenteur de la nouvelle municipalité fait abandonner ce projet très original qui sera remplacé par des bureaux, commerces, logements, espaces verts... Les entreprises de biotechnologie iront s'installer à Luminy...

La gare du Prado :

La SNCF décide de libérer un espace d'une quinzaine d'ha. C'est un long rectangle, coincé entre des voies très fréquentées, l'avenue Cantini, le Bd Rabatau, l'échangeur Autoroute Est/Tunnel Prado-Carrénage, en bordure d'une zone industrielle. La SNCF envisage une opération d'urbanisme de grande ampleur, logements, bureaux, commerces, équipements publics, dont un espace vert. La Ville demande qu'un auditorium y trouve sa place. La nouvelle municipalité, est-ce le regret d'avoir raté le grand espace Borély/Hippodrome ?, décide d'y réaliser le Parc Urbain du 26^{ème} Centenaire, pour un coût prévisionnel de 110 Millions €. Les Marseillais iront-ils s'y promener ?

Les usines de traitement d'ordures ménagères :

Depuis des décennies, Marseille envoie ses ordures en Crau, 1000 tonnes/jours actuellement. Même si le traitement s'est amélioré, cela devient un scandale national, auquel les règlements imposent d'avoir trouvé une solution avant 2002. Quelque soit la façon de le tourner, le problème est presque insoluble. R.Vigouroux décide de construire deux usines, qui feront appel aux techniques de pointe, l'une au Nord, l'autre au Sud-Est. Difficultés dans les quartiers choisis, bien sûr, mais après consultations, informations, la décision est prise, la consultation lancée, les opérateurs choisis. Avant commencement des travaux, changement de municipalité, tout est remis en question, les attributions annulées. Trois ans de perdus et, au terme, décision de ne faire qu'une seule usine, au Nord ! La levée de bouclier est énorme. Faute politique majeure : au lieu de laisser continuer une opération enclenchée, en mettant tout sur le dos de l'ancien maire, on a pris le risque énorme de s'engluer dans un dossier ingérable et 2002 s'approche à toute vitesse...

• Pourquoi l'échec final ?

Au vu d'un tel bilan, on ne peut manquer d'être interloqué. Comment le Maire, qui l'a réalisé, a-t-il pu être rejeté par la population marseillaise, au point qu'il n'a même pas tenté de se représenter, assuré qu'il était, à juste titre, de ne réussir qu'un score accablant ?

Et ce ne sont pas les pauvres arguments de la Municipalité suivante, se plaignant, plus de 3 ans après, du "bilan" qu'elle a trouvé, dont on voit

bien qu'il est essentiellement positif, qui peuvent changer le sens de l'interrogation !

On a beaucoup dit que R.Vigouroux n'avait pas communiqué. Ce n'est pas acceptable. La revue mensuelle, **Marseille le Magazine**, tiré à 400.000 exemplaires, est distribuée gratuitement dans tous les foyers, une revue plus spécialisée, **Marseille Informations**, propose des dossiers thématiques sur l'action de la ville. Périodiquement des **campagnes de communication** spécialisées sont lancées. Enfin, à trois reprises, le Maire et la Municipalité, en **grandes réunions publiques**, ont fait le point sur l'avancement des dossiers, avec la distribution d'une élégante brochure. Et je ne saurais oublier les multiples "petits-déjeuners", qui 2 ou 3 fois par semaine, réunissaient au Pharo, autour du Maire, une dizaine de responsables ou de relais d'opinion, pour faire le point sur l'évolution de la cité. Tout cela est sans commune mesure avec ce que fait le Maire actuel. Il faut donc chercher ailleurs.

Ne peut-on le trouver dans l'attitude même de l'homme Vigouroux ?

Timidité ? Fierté ? Vieux réflexe de "mandarin", de grand patron de médecine ? Un grand patron français, marseillais d'origine, qui avait accepté la présidence d'une Association de promotion de nos Technopoles, m'a confié un jour qu'il lui était plus facile d'obtenir un rendez-vous du Pdt de la République que du Maire de Marseille !

Les Marseillais, comme tout le monde, un peu plus peut-être, n'acceptent pas que leurs responsables soient "fiers". Et ils ont ressenti en R.Vigouroux, à tort peut-être, un Maire distant, qui ne semblait pas les aimer. Et encore, si ce n'était que le peuple marseillais ! Ses élus les plus proches, incapables d'avoir un contact personnel avec lui - il fallait des mois pour obtenir un rendez-vous, si seulement on pouvait l'obtenir ! - ses hauts fonctionnaires, à part la toute petite équipe, très compétente, qu'il acceptait de voir, ont très vite ressenti ce sentiment parfaitement insupportable, pour un méridional surtout, de n'être ni estimé, ni aimé par son chef.

Cette incapacité totale à partager une émotion avec ses collaborateurs et encore plus ses administrés, a conduit à une dégradation constante de l'image de R.Vigouroux dans l'opinion publique marseillaise. Dès 1992, les élus locaux le ressentaient, lors de leurs contacts avec la base et cela n'a fait que s'accroître. Au point que toutes les tentatives pour renouer le dialogue, et je pense aux Etats Généraux de Marseille, lancés en 1994, n'ont fait que précipiter le déclin. Les visites de quartier, tentées les derniers mois, permettaient de ressentir la distance croissante entre le Maire et ses administrés, surtout pour ceux qui se souvenaient de la montée

Triomphale de la Rue St-Ferréol, lors de son inauguration en Décembre 1988. Quel contraste avec son successeur, dont la vision politique et prospective est sans commune mesure, mais dont le contact personnel est aussi sans commune mesure !

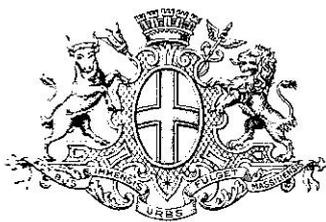
Le choix d'une stratégie est normalement de la responsabilité du chef d'équipe. Il faut être très conscient que, durant cette municipalité, non seulement le choix, mais aussi l'élaboration et le suivi de la stratégie ont été de la compétence et du ressort exclusifs du Maire et de la toute petite équipe de fonctionnaires qui l'entourait. Impossible pour l'élu de base de connaître les motivations de tel ou tel investissement, ni comment ou pourquoi il s'insérait dans une politique que seul le Maire connaissait. Les maires de secteur ou les adjoints délégués avaient certes la responsabilité de la gestion de leur secteur ou de leur service, et même avec une large délégation dans la limite de leur budget, mais rien à dire, si ce n'est à voter, sur des projets pour lesquels ils étaient généralement d'accord, sur l'évolution desquels ils étaient tenus régulièrement informés, mais sans avoir rien d'autre à dire...

La présentation de cette "vision stratégique" et de ce bilan est donc purement subjective et personnelle et le fruit de l'observation attentive de la vie municipale durant cette période ou les années qui l'ont suivie. Elle n'engage que le rédacteur de cette note, membre de la municipalité dirigée par R. Vigouroux, et pas celui qui en fut le maître d'œuvre et le responsable, qui n'a d'ailleurs pas été consulté. En tous cas, s'il fallait, maintenant, répondre à la question posée plus haut, l'état du bilan de cette municipalité ne laisse guère d'ambiguïté : ce n'était pas une municipalité apolitique, elle était bien de gauche !

Ce document a été soumis aux principaux membres de l'équipe municipale de Robert Vigouroux qui l'ont approuvé, ou ont bien voulu lui apporter précisions et corrections. Qu'ils en soient remerciés.

Pierre RASTOIN
10 janvier 1999

Voir, en annexe, le premier bilan que tire le Maire actuel, après 3 ans 1/2 de mandat... (Extrait du Pavé de Marseille du 24/12/98)



Ville de Marseille

Marseille, 20 Janvier 1998

LE CONSEILLER MUNICIPAL

Cher Ami,

Voilà trois ans et demi que les Marseillais n'ont pas souhaité reconduire comme Maire, Robert VIGOUROUX, qu'ils avaient pourtant élu triomphalement en 1989. Sans grand enthousiasme, ils se sont alors donné pour Maire, Jean-Claude GAUDIN qui piaffait à la porte depuis plus de 20 ans. Il est temps d'examiner, plus sereinement, le bilan des 9 années de Maire de Robert VIGOUROUX.

Deuxième Adjoint, en charge des Finances, puis Maire des 13^{ème}/14^{ème} Arrondissements, j'ai occupé pendant toutes ces années un excellent poste d'action et d'observation. Cela me permet, aujourd'hui, ayant conservé quelques archives de cette période, de tenter de rédiger ce bilan. Je l'ai soumis à quelques uns des principaux acteurs de cette municipalité, qui l'ont amendé ou approuvé.

Je reste à votre disposition pour l'évoquer avec vous si vous le souhaitez.

Je vous prie de croire à mes sentiments les meilleurs.

Bis amicalement

Pierre RASTOIN